



## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Jackie GALABRUN-BOULBES, Lionel LOPEZ, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK

## **Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Commune de Lattes - Dignes de protection contre les inondations du Lantissargues - Acquisition du terrain d'assiette et passation d'un protocole transactionnel avec la SCI ST-PIERRE - Parcelles cadastrées BD n°7 et n°19 et BI n°75 - Approbation**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Afin de lutter au mieux contre les inondations et protéger les populations, la commune de Lattes avait construit des digues dans les années 80, notamment sur le cours d'eau du Lantissargues. A ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente pour la gestion des digues, entretient ces ouvrages de protection avec la commune de Lattes.

Lors de l'édification de ces digues, des empiètements ont été réalisés sur du foncier de la SCI Saint Pierre, donnant lieu à un contentieux se soldant par la reconnaissance d'une emprise irrégulière existant sur les terrains de ladite SCI comme le précise l'arrêt n°17MA02063 du 07 février 2019 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille.

Depuis, les condamnations pécuniaires ont été versées à la SCI Saint Pierre et il est enjoint à Montpellier Méditerranée Métropole de procéder à la régularisation des ouvrages publics, soit par la voie de l'acquisition amiable, soit par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dans un délai de six mois à compter de la notification de l'arrêt intervenue le 11 février 2019, soit au plus tard le 11 août 2019 (article 2 de l'arrêt).

La SCI Saint Pierre et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochées afin d'envisager une solution négociée ; les parties ont donc décidé de mettre un terme définitif au litige par la signature d'un protocole transactionnel qui définit les engagements des deux parties.

A travers ce protocole, la SCI Saint Pierre s'engage à :

- renoncer à introduire une requête en exécution de l'arrêt n°17MA02063 rendu le 07 février 2019 par la Cour administrative d'appel de Marseille, sur le fondement des articles L. 911-4 et suivants du Code de justice administrative ;
- renoncer à ce que la Métropole aménage un accès tous usages au délaissé créé par l'aménagement des deux digues décrites ci-avant ;
- céder à la Métropole l'emprise des deux digues implantées sur les parcelles cadastrées section BD n°7 et 19 ainsi que BI n°75 situées sur le territoire de la commune de Lattes : la digue dite 5 « digue rive gauche du Lantissargues du domaine de Saporta au marais de Gramenet » et la digue dite 8 « digue rive droite du Lantissargues et rive gauche du Rieucoulon du domaine de Saporta à Maurin », pour une emprise de 12 051 m<sup>2</sup> au prix de 1,10 €/m<sup>2</sup> soit 13 256,10 €.

La Métropole s'engage de son côté à :

- acquérir l'emprise des deux digues implantées sur les parcelles cadastrées section BD n°7 et 19 ainsi que BI n°75 situées sur le territoire de la commune de Lattes pour une emprise de 12 051 m<sup>2</sup> au prix de 1,10 €/m<sup>2</sup> soit 13 256,10 € ; il est précisé qu'après bornage, les mètres carrés à acquérir pourraient évoluer mais leur prix d'achat à 1,10 €/m<sup>2</sup> restera inchangé ;
- prendre à sa charge les frais de mutation ainsi que les frais de bornage et de modification du cadastre ;
- ce que l'acte de vente soit signé au plus tard cinq mois après la signature du présent protocole et que le projet d'acte de vente soit adressé dans un délai d'un mois suivant la signature du présent protocole ;
- indemniser le preneur actuel, s'il réclame une indemnité d'éviction pour les 12 051 m<sup>2</sup> de terre qui vont être soustraits du bien donné à bail.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser la signature d'un protocole transactionnel avec la SCI ST-PIERRE, prise en la personne de son représentant légal, à savoir un de ses co-gérants Madame Christiane de la CROITE de CHANTERAC ou Monsieur Hubert de la CROITE de CHANTERAC, domiciliée ès qualité au siège social, La Gratonnaye

56220 MALANSAC et engageant Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à l'acquisition du terrain d'assiette des deux digues implantées sur les parcelles cadastrées section BD n°7 et 19 ainsi que BI n°75 situées sur le territoire de la commune de Lattes ;

- de procéder à l'acquisition du terrain d'assiette des deux digues implantées sur les parcelles cadastrées section BD n°7 et 19 ainsi que BI n°75 situées sur le territoire de la commune de Lattes ;
- de dire que l'acte authentique réitérant la vente sera réalisé par office notarial, aux frais de la Métropole ;
- de dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-141914-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20170282 Protocole SCI Saint Pierre MMM 31.01.2020 v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.